

Centre du Droit de l'Entreprise



DOSSIERS BREVETS 1995

Faculté de Droit de Montpellier

39, rue de l'Université - 34060 Montpellier Cedex - Tél. 67.61.54.84 - Fax. 67.61.54.85

Collaborateurs

M. F. ALCADE

Maître de conférences - Directeur des enseignements de fiscalité à la Faculté de Droit de Montpellier - Avocat

Mme M.-E. ANDRE

Maître de conférences à la Faculté de Droit de Montpellier

M. J. AZEMA

Professeur à la Faculté de Droit de Lyon et au CEIPI - Directeur au Centre Paul Roubier

M. J.-J. BURST

Professeur à la Faculté de Droit de Strasbourg - Directeur général du CEIPI

M. A. CASALONGA

Ingénieur diplômé de l'Ecole Polytechnique de Zurich - Diplômé du CEIPI - Conseil en Brevets

M. A. CATHERINE

Ingénieur diplômé au CEIPI - Cabinet Casalonga, Paris

M. F. HAGEL

Responsable Brevets, Contrats - Etude et Production Schlumberger

M. R. KOVAR

Professeur à la Faculté de Droit de Strasbourg

M. Ph. KOHN

Mandataire en brevets européens - Cabinet Lavoix - Paris

M. M. LE BRUSQUE

Diplômé du CEIPI - Conseil en brevets - Cabinet Lavoix - Limoges

M. C. LE STANC

Professeur à la Faculté de Droit de Montpellier - Professeur au CEIPI - Avocat

M. A. LUCAS

Professeur à la Faculté de Droit de Nantes

M. D. MAUREL

Avocat au barreau de Narbonne

M. JM. MOUSSERON

Professeur à la Faculté de Droit de Montpellier - Président de la F.N.D.E.

Mme M. MOUSSERON - QUINETTE

Avocat au Barreau de Paris, Cabinet Barennes, Paris

M. L. PETRANKER

Docteur en Droit de la Propriété Industrielle

M. J.-L. PIERRE

Docteur en Droit - Avocat, Cabinet Moquet, Bordes et associés, Lyon - Professeur associé à la Faculté de Droit de Lyon

M. J. RAYNARD

Professeur à la Faculté de Droit de Montpellier - Directeur de l'Ecole du Droit de l'Entreprise

M. Y. REBOUL

Professeur à la Faculté de Droit de Strasbourg - Directeur de la section française du CEIPI

Mme J. SCHMIDT

Professeur à la Faculté de Droit de Lyon - Professeur au CEIPI

Mme V. SELINSKY

Maître de conférences à la Faculté de Droit de Montpellier

Mme A. SONNIER

Maître de conférences à la Faculté de Droit de Montpellier

M. J.-P. STENGER

Docteur en Droit - Avocat à la Cour d'Appel de Paris

M. P. VIGAND

Ingénieur E.S.E. - Docteur en Droit - Service des Brevets SOSPI - Professeur au CEIPI

M. M. VIVANT

Professeur à la Faculté de Droit de Montpellier - Professeur au CEIPI

M. G. WEISS

Juriste à l'Office Européen des Brevets.

Directeur de la Publication

Bibliothèque

● Actualités de Droit de l'Entreprise

- Les ordonnances de septembre 1967 et le droit commercial (1969)
- Actualités de droit de l'entreprise 1968 (1969)
- Les services communs d'entreprises (1974)
- L'exercice en groupe des professions libérales (1975)
- Le know-how (1976)
- L'avenir de la publicité et le droit (1977)
- Garanties de résultat et transfert des techniques (1978)
- Droit social et modifications des structures de l'entreprise (1979)
- Les inventions d'employés (1981)
- La clause de réserve de propriété (1981)
- Le nouveau droit du crédit immobilier (1981)
- Concurrence et distribution (1982)
- Producteurs, distributeurs : quelle concurrence ? par JM. Mousseron (1986)
- Les techniques de privatisation des entreprises publiques par L. Rapp (1986)
- Le Droit français nouveau de la concurrence par JM. Mousseron et V. Sélinisky (2^e éd. 1988)
- Le Droit français nouveau de la transparence tarifaire, par JM. Mousseron et M. Mousseron (1993)

● Bibliothèque de Droit de l'Entreprise

- Le contrôle de la gestion des sociétés anonymes, par R. Contin (1976)
- Les réserves latentes, par R. Abelad (1977)
- Dix ans de droit de l'entreprise (44 études - 1076 pages) publié avec le concours du CNRS (1976)
- Les contrats de sous-traitance, par G. Valentin (1978)
- Les causes d'extinction du cautionnement, par Ch. Mouly (1980)
- L'entreprise et le contrat, par D. Ledouble (1981)
- Les techniques de renflouement des entreprises en difficulté, par J.-P. Haehl (1981)
- Transferts indirects de bénéfices à l'étranger, par J.-L. Bilon (1981)
- Les prêts et avances entre sociétés d'un même groupe, par D. Ohl (1982)
- La profession libérale en droit fiscal, par F. Alcade (1984)
- Les pratiques discriminatoires, par A. Bernard-Seyfert (1985)
- Les pouvoirs de l'employeur à l'occasion de la grève, par J.-E. Ray (1985)
- Les groupements d'entreprises pour les marchés internationaux, par M. Dubisson (2^e éd. 1985)
- Les obligations du mandataire, par Ph. Pétel (1988)
- La réserve de propriété dans la vente de meubles corporels, par F. Perochon (1988)
- Le Capital social, par S. Dana-Desmaret (1989)
- Les contrats de la grande distribution, par M.-E. André (1990)
- Droit d'auteur et conflits de loi, par J. Raynard (1990)
- Le crédit documentaire : évolution et perspectives, par E. Caprioli (1992)
- La force de travail (Etude juridique), par T. Revet (1992)
- Les titres négociables, par H. Causse (1993)
- L'opération de courtage, par P. Devesa (1993)
- La réservation de l'œuvre audio-visuelle, par C. Hugon (1994)
- Les contrats dans le redressement et la liquidation judiciaire des entreprises, par M.-H. Monsérié (1994)
- Les cautionnements et garanties d'emprunt donnés par les collectivités locales, par P. Lignièrès (1994)
- La revente, par D. Mainguy (1996)

SÉRIE DROIT DE L'INFORMATIQUE / DROIT DE L'INFORMATION

- Les transactions internationales assistées par ordinateur, CELIM : 1
- Droit communautaire et Liberté des flux transfrontières, CELIM : 2
- La protection du logiciel en Europe (1989)

● Bibliothèque de Propriété industrielle (C.E.I.P.I.)

- L'épuisement du droit du breveté (1971)
- La copropriété des brevets d'invention (1973)
- Le know-how : sa réservation en droit commun par R. Fabre (1976)
- L'acte de contrefaçon, par Ch. Le Stanc (1977)
- Juge et loi du brevet, par M. Vivant (1977)
- Les contrats de recherche par Y. Reboul (1978)
- Traité des brevets : régimes national, européen, communautaire, international (tome 1 : l'obtention du brevet) par JM. Mousseron, avec le concours de J. Schmidt et P. Vigand (1984)
- Les inventions de salariés, par M. Mousseron (1995)

● Dossiers Brevets

- 5 livraisons par an, regroupant études, documents et dossiers de jurisprudence (Décisions, Brevets, Guides de lecture)

● La Lettre de la Distribution

- Chaque mois, les informations les plus récentes en droit de la distribution et de la concurrence (adhésion à Droit et Distribution)

● Cahiers de Droits de l'Entreprise

- Supplément bimestriel à la Semaine Juridique (Editions E.)

MAGISTERE

Diplôme de Juriste-Conseil d'Entreprise

Avec l'Université de CAEN, l'Université de CERGY-PONTOISE, l'Institut de Droit et Economie des Affaires de LYON, l'Institut de Droit des Affaires de NANCY, le Magistère de Droit des Affaires de PARIS II, l'Institut du Droit de l'Entreprise de POITIERS, le Centre de Droit des Affaires de RENNES et de STRASBOURG, et l'Université de TOULOUSE, l'Ecole du Droit de l'Entreprise de MONTPELLIER assure la préparation au Diplôme de Juriste-Conseil d'Entreprise (D.J.C.E.).

Depuis 1986, l'Ecole du Droit de l'Entreprise de MONTPELLIER a été habilitée avec les universités d'AIX, de DIJON, de LYON, de NANCY, de PARIS I, II, et X, à assurer la formation nouvelle de 2^e et 3^e cycles de haut niveau, sanctionnée par le MAGISTERE DE JURISTE CONSEIL D'ENTREPRISE.

D.J.C.E./Voie Longue
Entrée sur DEUG - 3 ans d'études
sanctionné par le
"MAGISTERE-DJCE"

D.J.C.E./Voie courte
Entrée sur Maîtrise de Droit - 1 an d'études
sanctionné par le
"DESS-DJCE"

Cette formation est assurée selon les techniques retenues par les Grandes Ecoles Scientifiques :

- sélection à l'entrée (15 % d'admis)
- enseignement long (40 heures par semaine pendant 13 mois)
- enseignement appliqué avec forte charge d'exercices pratiques
- collaboration de spécialistes praticiens et universitaires de différentes techniques juridiques :
action commerciale internationale, techniques comptables, fiscales, contractuelles, financières, sociales, sociétaires, informatique juridique, propriété industrielle, langues.

Cette formation comporte deux mois de stage en cabinet ou service juridique ou fiscal d'entreprise. Elle est conclue par un mois de spécialisation (Droit des Sociétés, Droit Economique, Fiscal, Social).



Pour tous renseignements, s'adresser à :

- **Faculté de Droit et des Sciences Politiques**
Esplanade - Place de la Paix - 14032 Caen - Tél. 31.45.55.29 - Fax. 31.45.59.70
- **Université de Cergy-Pontoise**
33, boulevard du Port - 95033 Cergy - Tél. 34.25.60.16 - Fax. 34.25.60.22
- **Institut de Droit et Economies des Affaires**
18, rue Chevreul - 69362 Lyon Cedex 07 - Tél. 72.72.21.95 - Fax. 72.72.21.44
- **Ecole du Droit de l'Entreprise**
39, rue de l'Université - 34060 Montpellier - Tél. 67.61.54.80 - Fax. 67.61.54.85
- **Institut de Droit des Affaires**
13, place Carnot - 54035 Nancy - Tél. 83.35.88.25 - Fax. 83.35.88.57
- **Université de Paris II, Magistère DJCE, Droit des Affaires**
92, rue d'Assas - 75006 Paris - Tél. 16 (1) 43.54.44.29 - Fax. 16 (1) 43.25.20.72
- **Institut de Droit de l'Entreprise**
43, place du Général de Gaulle - 86022 Poitiers - Tél. 49.50.71.51 - Fax. 49.41.84.28
- **Université de Rennes I, Centre de Droit des Affaires**
9, rue Jean Macé - 35042 Rennes - Tél. 99.84.76.06 - Fax. 99.84.76.55
- **Centre du Droit des Affaires**
Esplanade - Place d'Athènes - BP 66 - 67045 Strasbourg - Tél. 88.41.42.19 - Fax. 88.61.30.37
- **Université des Sciences Sociales**
Place Anatole France - 31042 Toulouse - Tél. 61.63.36.24 - Fax. 61.63.37.98
- **Fédération Nationale pour le Droit de l'Entreprise**
20, rue Vignon - 75009 Paris - Tél. 16 (1) 42.66.18.19 - Fax. 16 (1) 42.66.17.37

I - ETUDE

- *La brevetabilité du vivant : historique juridique*, par Jean-Christophe GALLOUX
- *Le Traité de coopération en matière de brevets (PCT) - L'adhésion de l'Albanie porte à 80 le nombre des Etats membres contractants du PCT*, Communiqué de Presse de l'OMPI PCT/93

II - JURISPRUDENCE**1. TGI Paris 11 janvier 1995**

ANTHENA c. LADRIERE
B.F. n.92-19658 et 83-09895
PIBD 1995.586.III.212

- Litige sur contrat - compétence : juge des brevets (oui) ***

2. Com. 3 mai 1995

MESTER c. DEMEULEMEESTER
B.F. n.81.10303
(Inédit)

- Brevetabilité - méconnaissance d'une règle sanitaire **
- revendications excédant la description **

3. TGI Paris 16 novembre 1994

OREAL c. ESTEE LAUDER
.B.E. 88-105810.1
PIBD 1995.583.III.115

- Brevetabilité - méthode thérapeutique - caractère industriel (non) ***
- Revendication dépendante - activité inventive (oui) **

4. Paris 30 janvier 1995

OSCOBAL et DIMSO c. BIOMECANIQUE INTEGREE
B.F. n.2.242.065
PIBD 1995.585.III.178

- Nullité partielle - nouvelle rédaction - contrôle INPI **
- Action en contrefaçon - sursis à statuer ***

5. Paris 25 octobre 1994

Soc.GUILLOT c. Soc. FTSA
B.F. n. 2.649.336
PIBD 1995.580.III.25

- Action en interdiction provisoire de contrefaçon **

6. Paris 9 février 1995

THEVENIN et S.A.FAYNOT c. SARL BATIBORNE
B.F. n. 2.244.159
PIBD 1995.587.III.241

- Indemnités de contrefaçon : - du licencié exclusif **
- du breveté **

7. CRT OEB 25 juillet 1994

Aff. T 830/90
B.E. n.85-104.6 ... 0 163 105
J.O. OEB 1994.713

- Nouveauté - accord de confidentialité (oui) ***
- Revendications dépendantes *

LE PRESENT NUMERO A ETE REALISE

AVEC LA COLLABORATION DE

Marie Elisabeth ANDRE

Maître de Conférences à la Faculté de Droit de Montpellier

Jean-Christophe GALLOUX

Professeur à la l'Université de Versailles-Saint-
Quentin en Yvelines

Jean Marc MOUSSERON

Professeur à la Faculté de Droit de Montpellier
Président de l'Ecole du Droit de l'Entreprise

Jacques RAYNARD

Professeur à la Faculté de Droit de Montpellier
Directeur de l'Ecole du Droit de l'Entreprise